

Qatar : comment survivre à l'embargo

?

Une analyse de A. Happi

5 juin 2017. Le Golfe éclate. L'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, Bahreïn et l'Égypte rompent leurs relations diplomatiques avec le Qatar. Les raisons avancées sont diverses et masquent parfois les véritables aspirations de ce « quartet antiterroriste ». Ainsi, Doha est notamment pointé du doigt pour ses liens trop étroits avec l'Iran chiite tout comme pour son soutien aux Frères Musulmans. Les Qataris auraient œuvré pour la déstabilisation de l'Égypte lors des « Printemps Arabes » quand le Golfe soutenait certaines milices. Depuis cette fracture entre les pays du Golfe, le Qatar vit sous embargo. Loin d'être abattus, les Qataris ont déployé un panel de moyens divers afin de conserver au mieux leur positionnement mondial et leur mode de vie. Ainsi, 3 axes d'effort majeurs apparaissent. En effet, si la réponse qatarie est principalement de nature économique, le Qatar n'en oublie pas moins l'approche politique et militaire.

1. L'approche politique : fermeté et *soft power*

Fermeté et **souveraineté**
Le gouvernement qatari voit cet embargo comme une grave atteinte à sa souveraineté de la part de ses voisins du Golfe. En effet, dès le début de la crise, Saoudiens, Égyptiens, Emiratis et Bahreïnais formulèrent 13 demandes que le Qatar se devait d'honorer s'il souhaitait éviter l'embargo. La réponse qatarie fut un refus clair et net de l'ensemble de ces exigences, malgré la situation d'isolement qui en résulterait. Néanmoins, la fermeté qatarie n'est pas allée jusqu'à quitter le CCG (Conseil de Coopération du Golfe). Cette manœuvre radicale aurait certes envoyé un signal fort au reste du Golfe mais aurait également contribué à isoler un peu plus le Qatar, ce qui n'était pas dans l'intérêt du pays. On notera tout de même que le Qatar s'est désolidarisé de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) depuis le 1 janvier 2019, notamment pour des raisons économiques que nous expliciterons par la suite. Si le Qatar sait apporter une réponse ferme et unilatérale, le recours aux voies légales et donc la recherche d'un soutien multilatéral est l'un des modes d'action qatari. Ainsi, dès la fin du mois juin, le Qatar saisissait la Cour Internationale

de Justice puis le 1er août 2017 une plainte était déposée à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Le *soft*

power qatari

Si le Qatar sait se montrer ferme, il ne néglige pas pour autant sa stratégie de *soft power*. Ainsi, le Qatar a investi dans une quarantaine de pays s'assurant par là un levier politique et diplomatique sur la scène internationale. Aussi, pouvons-nous citer la « diplomatie du sport » dans laquelle le Qatar excelle. L'obtention de la Coupe du monde 2022, l'achat du Paris Saint-Germain (PSG), la rafle opérée par beIN Sport pour les droits de retransmission du sport ou encore l'académie de football qatarie (Aspire Academy) en sont quelques exemples marquants.

L'investissement financier à but politique peut aussi être plus direct. Ainsi, le budget qatari alloué au lobbying en direction des États-Unis aurait triplé par rapport à 2015 et 2016 pour égaler celui de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis à hauteur de 25 millions d'euros. On assiste à une ruée vers l'amitié américaine. Notons également les nombreux déplacements à l'étranger comme en Iran, en Inde ou au Pakistan pour créer ou renforcer des liens déjà existants. Alors que le Qatar est sous embargo, il ne cesse de s'étendre hors de ses frontières et surtout hors de la péninsule arabique. Ajoutons à cela l'importance de la stratégie de communication qatarie. En effet, depuis le début des hostilités, les deux camps se livrent une décisive guerre de communication. Quand l'Arabie Saoudite utilise ses chanteurs pour dénigrer le Qatar, ce dernier n'hésite pas à divulguer des informations compromettantes sur des dirigeants étrangers tout en assurant ne pas entrer dans la spirale des « fake news ». Par ailleurs, le Qatar a revu la formation de ses représentants en matière de communication et de médias.

L'embargo : une occasion de réformes internes

Alors que l'Arabie Saoudite, Bahreïn et les Émirats Arabes Unis ont interdit à leurs ressortissants de rejoindre le Qatar et donné 14 jours aux expatriés qataris pour quitter leur territoire au début de la crise, Doha répond tout autrement. En effet, au lieu de chasser les ressortissants des autres pays du Golfe, le gouvernement qatari a mis en place un statut pour les résidents permanents non nationaux. Cette première dans la péninsule arabique donne à ces résidents des droits similaires aux nationaux tels que l'accès aux services publics gratuits, notamment en matière de santé et d'éducation. Les bénéficiaires de ce nouveau statut peuvent désormais accéder à la propriété et exercer certaines activités commerciales autrefois réservées aux résidents non nationaux ayant un sponsor local. Par ailleurs, le Qatar dore ainsi son image en avançant une solution

possible au problème des séparations des familles mixtes, à la fois qataries et saoudiennes, nombreuses à ce jour et causées par la fermeture des frontières de l'Arabie Saoudite.

2. L'approche économique : tirer profit de l'embargo

Un système économique résilient

Alors que les 4 pays à l'origine de l'embargo pensaient asphyxier le Qatar, ce dernier a montré toute la force et la résilience de son appareil économique. En effet, malgré l'embargo, la Banque Mondiale plaçait le Qatar au premier rang mondial en ce qui concerne le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat avec 128 378 dollars en 2017. A titre de comparaison, cela représente le double de la Suisse. L'embargo ne semble avoir affecté l'économie qatarie que de manière transitoire, malgré les milliards de dollars retirés des banques qataries au début de la crise. Selon le FMI, le financement extérieur a chuté de 40 milliards de dollars. Le gouvernement qatari a su soutenir son économie en injectant directement un certain nombre de liquidités issues de ses fonds souverains, dont Qatar Investment Authority (QIA), mais également de sa Banque Centrale.

Par ailleurs, le blocus a contraint les Qataris à se recentrer sur leur marché intérieur. L'agroalimentaire est notamment en pleine expansion. La production agricole aurait doublé. Alors qu'avant l'embargo, le marché intérieur était loin de permettre une autosuffisance alimentaire, la moitié des besoins en viande, poisson et produits laitiers sont aujourd'hui comblés par le marché qatari. Afin d'être autosuffisant en lait, le Qatar a investi 700 millions d'euros dans une ferme en plein désert où des vaches ont été importées, notamment des Etats-Unis et sous la direction du conglomérat « Baladna ». L'autosuffisance alimentaire pourrait rendre caduc l'embargo mené par les Etats du Golfe. De plus, le Qatar peut compter sur son sous-sol extrêmement riche. En quittant l'OPEP, les Qataris font le choix stratégique de privilégier leur industrie gazière. Le premier pays exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL) s'est fixé un objectif clair : passer de 77 millions de tonnes de GNL à 110 millions de tonnes de GNL produites par an à l'horizon 2023. Propriétaire de la troisième réserve de GNL mondiale, le Qatar a les moyens de ses ambitions. Ajoutons que le gaz qatari fournirait 40 % de l'électricité des Emirats Arabes Unis. Ce pourcentage non négligeable induit une certaine dépendance de Emirats Arabes Unis vis-à-vis du Qatar, qui pourrait l'utiliser comme un levier diplomatique.

Une nécessaire diversification économique

L'embargo a fait perdre au Qatar de nombreux liens commerciaux avec les pays du Golfe. Cette perte à l'ouest a bien vite été transformée en gain à l'est. En effet, les Qataris se sont empressés de consolider leurs liens avec l'Iran, pays avec lequel ils partagent des eaux dominant une immense richesse. Une entente avec l'Iran est donc primordiale pour le Qatar. Notons que lors de l'annonce de l'embargo, l'Iran a établi un pont aérien avec Doha. Dans le même temps, le Pakistan devient un important fournisseur de bétail pour le Qatar quand l'Inde, en pleine croissance, représente un potentiel client pour l'industrie gazière et pétrolière qatarie, sans oublier la Turquie dont les exportations vers le Qatar ont triplé en juin 2017.

Conscient des limites d'un modèle économique qui ne reposerait que sur l'industrie gazière, le gouvernement qatari promeut un vaste mouvement de diversification économique. De nouvelles sources d'importation remplacent les anciennes. L'Asie, la Turquie, l'Iran et l'Europe deviennent les principaux partenaires du Qatar. Ainsi, une partie du trafic qui transitait par le port de Jebel Ali à Dubaï passe désormais par les ports omanais. Par ailleurs, le QIA, qui dispose de plusieurs centaines de milliards de dollars, investit les revenus issus de l'industrie gazière à l'étranger. Stabilité politique, opportunité économique et visibilité internationale sont les trois critères majeurs de la stratégie d'investissement qatarie. Citons ainsi dans le domaine financier le rachat de Canary Wharf à Londres, second quartier d'affaire londonien après la City, mais aussi dans le domaine industriel l'acquisition de 17 % des parts de marché de Volkswagen. Cette politique d'investissement permet au Qatar d'assurer l'avenir des jeunes générations.

Une activité touristique à la peine

Avec l'embargo, Qatar Airways a vu 18 de ses routes aériennes fermées attendu que beaucoup d'entre elles passaient par l'Arabie Saoudite. Le détournement des vols commerciaux a engendré un lot de pertes pour la compagnie qatarie. Au-delà des déboires de Qatar Airways, c'est l'ensemble du pays qui est pénalisé par une baisse significative de l'activité touristique. A l'échelle locale, le début de la crise a mis en évidence la corrélation entre le manque de touristes et le manque de clients. C'est dans ce contexte défavorable que la Qatar prépare la coupe du monde 2022, pour laquelle des pertes en matière touristique sont attendues si les pays frontaliers n'autorisent pas leurs ressortissants à se rendre au Qatar lors de cet événement sportif. Face à cela, le Qatar tente de réagir. Une vaste campagne de séduction à l'endroit des touristes a été lancée par le gouvernement qatari. La construction d'îles artificielles que les journalistes étrangers peuvent visiter gratuitement

permet au Qatar de rayonner au-delà de la zone arabo-persique quand Qatar Airways fait évoluer son offre et propose une nuit gratuite pour toute escale supérieure à 8 heures.

3. L'approche militaire : la crevette empoisonnée

Isolé dans le Golfe persique, le Qatar tente de se prémunir de toutes les formes d'atteinte à sa souveraineté. L'hypothèse de l'action militaire n'est pas laissée de côté. Bien que peu probable, le gouvernement qatari a alloué un budget conséquent à la Défense. D'après les informations de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), entre 2013 et 2017, une augmentation de 166 % des importations d'armes au Qatar est à noter. Dans le même temps et toujours selon le SIPRI, l'Arabie Saoudite augmentait ses importations d'armes de 225 %. L'embargo conduit chaque pays à prévoir une action militaire. Le Qatar déploie aussi son attirail diplomatique auprès des américains afin que ces derniers préviennent toute invasion du petit émirat. Cette diplomatie passe par la signature de contrats d'armement. Ainsi, quelques jours après le début de l'embargo, le Qatar et les Etats-Unis signaient un contrat de 12 milliards de dollars pour des F-15. Sur l'ensemble de l'année 2017, le Qatar a nettement étoffé son aviation militaire avec l'achat de 24 Eurofighter Typhoon, 36 F-15 et 12 Rafale. Par ailleurs, le rapprochement initié avec le Pakistan permet certes une coopération économique mais il s'agit également pour le Qatar de s'attirer la sympathie d'une nation possédant l'arme atomique, un argument non négligeable face aux autres pays du Golfe. Finalement, l'ensemble de ces précautions et achats pour cet émirat indiquent une ferme volonté d'infliger un maximum de dégâts à l'ennemi. En se faisant « crevette empoisonnée », le Qatar préserve son territoire et sa population du spectre de la guerre.

Conclusion

Ainsi, la survie du Qatar est conditionnée par la capacité de ses dirigeants à conjuguer les actions politiques, économiques et militaires. L'émirat a parfaitement compris que pour survivre, il devait quitter son ancienne zone de confort qu'est le Golfe persique afin de consolider ses liens dans le monde ou d'en trouver de nouveaux, notamment en se tournant vers l'est qui lui ouvre les bras.